

Pouvoir d'emprunt

L'entrepreneur est celui qui travaille pour créer la richesse. Mon collègue qui a pris la parole avant moi a dit que le gouvernement doit se rendre compte que notre économie se fonde sur la création de la richesse, et non sur sa redistribution. On ne se donne pas une économie saine par décret. Il faut pour la créer au Canada établir une atmosphère propice à l'investissement. Nous ne pouvons pas nous isoler du reste du monde et pourtant c'est ce que nous essayons de faire. On s'élève contre l'investissement étranger, on ne veut plus que les étrangers investissent au Canada. Que les députés réfléchissent un peu à ce qui arriverait si les États-Unis adoptaient cette attitude envers le Canada, ou si l'Australie ou le Moyen-Orient faisaient la même chose. Nous avons au Canada des sociétés dans les secteurs pétroliers, manufacturiers et technologiques qui sont en voie de devenir des multinationales. Les Américains ne leur interdisent pas d'envahir leurs marchés ou leur secteur manufacturier. Nous avons des exemples classiques de compagnies canadiennes qui brassent des affaires sur le plan international. C'est le cas des industries Atco, du groupe Simmons et des industries de Bow Valley, sans parler de plusieurs autres comme Seagram's et le Pacifique Canadien.

Qu'arriverait-il si les autres pays commençaient à vouloir isoler leurs économies? Nous ne pouvons pas nous isoler du reste du monde, pourtant c'est ce que nous essayons de faire. Comment cela? Nous disons que nous ne pouvons pas laisser le prix mondial du pétrole nous dicter combien nous le payerons au Canada. Le gouvernement veut plutôt fixer le prix à 40 p. 100 ou 45 p. 100 du prix mondial parce qu'il veut un prix fait au Canada. Or, cela force l'industrie et les capitaux à quitter le Canada en direction des États-Unis ou de l'Australie, où il est possible d'obtenir un bien meilleur rendement. Mais en quoi au juste consiste les affaires? Faire des affaires, c'est justement prendre des capitaux qui vous appartiennent, les mettre sur la table et les jouer. C'est exactement ce qui se passe. Les investisseurs veulent réaliser des profits, ils espèrent obtenir un rendement de 10 à 12 p. 100. Mais en même temps, ils favorisent l'expansion, la création d'emplois et l'essor économique. Or, sous le gouvernement actuel, il n'y a aucun espoir que cela se produise.

La présentation, en octobre dernier, du programme énergétique national et du budget, a eu, dans le secteur du pétrole, des conséquences beaucoup plus immédiates qu'on ne s'y attendait. En effet, depuis octobre, 60 derricks et 16 installations d'entretien ont quitté le Canada. Selon la Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors, moins de 5.800 puits seront forés dans l'Ouest en 1981. De plus, 60 autres derricks doivent partir d'ici au 30 avril. N'oublions pas que chaque derrick emploie 25 ouvriers spécialisés et compétents qui connaissent bien leur travail. Chaque installation de forage est une usine en soi. J'y ai d'ailleurs déjà fait allusion à la Chambre. Or, 60 autres de ces usines quitteront le Canada d'ici au 30 avril, ce qui représente dans l'Ouest seulement, une perte d'environ 30.000 emplois. Et ce n'est pas tout. Il y a l'effet boule de neige. Des emplois seront aussi perdus en Ontario car on y achètera moins de camions, de produits manufacturés, d'acier, de tuyaux, de compresseurs ou de moteurs. L'effet est dévastateur sur toute l'économie. C'est honteux!

L'un de mes collègues a parlé plus tôt de recherche et de développement et de la nécessité d'établir une orientation dans

ce domaine. Aujourd'hui, dans le nord-est de l'Alberta, 36 grands programmes de recherche et de développement sont en cours. Je parle de sociétés comme Texaco, Amoco et Petro-Canada qui tentent de trouver un moyen d'exploiter sur place les sables bitumineux. Je pourrais donner beaucoup d'autres exemples. En matière de recherche et de développement, les investissements sont de l'ordre de 10, 280 et 400 millions de dollars. Et cela, uniquement pour la recherche et le développement.

Saviez-vous monsieur l'Orateur, que le Canada a mis au point les techniques les plus avancées au monde en matière d'exploitation des sables bitumineux et de l'huile lourde?

● (1600)

Nous ne sommes pas le seul pays à posséder des sables bitumineux ou de l'huile lourde. Les États-Unis possèdent des sables bitumineux eux aussi de même que de l'huile de schiste. On en trouve également en Amérique du Sud. Il existe actuellement deux usines dans le nord-est de l'Alberta, dont une exploitation fructueuse à ciel ouvert du consortium Alsands au nord de Fort McMurray. Le consortium est prêt à aller de l'avant, avec un investissement de 10 millions de dollars. On ne voit pas de société s'adresser au gouvernement et implorer des prêts garantis par le gouvernement pour ce faire. Il y a déjà des capitaux prêts à servir.

Je devrais m'attarder un instant sur le sujet car ce projet a des répercussions terribles sur le nord-est de l'Alberta, sur le gouvernement albertain et sur l'économie de la province puisqu'il faut implanter immédiatement une ville de 15.000 habitants. Peut-on s'imaginer tout ce que peut coûter l'établissement immédiat d'une ville de 15.000 habitants, compte tenu de toute l'infrastructure nécessaire, les voies ferrées, les routes, les écoles et les hôpitaux? Tout cela est laissé entièrement à la charge du gouvernement provincial, ce que nous semblons parfois oublier. On a estimé à un montant oscillant entre 2 et 3 milliards de dollars ce qu'il en coûte directement aux contribuables albertains pour établir une usine de traitement des sables bitumineux. J'aimerais faire comprendre aux députés ce qui se produit quand une de ces usines entre en opérations.

Voyons par exemple l'usine de Cold Lake, la première en son genre, et un projet de recherche géant. On attend le feu vert pour le faire démarrer à Cold Lake. Quand on parle de recherche et de développement, on parle d'une équipe de spécialistes constituée pour l'occasion. Il existe maintenant une telle équipe prête à passer à l'action, et qui, dans l'attente, planifie la mise en œuvre du projet de Cold Lake. Il existe une autre équipe d'ingénieurs qui est prête et attend de mettre à exécution le projet de l'Alsands. Que risquons-nous de perdre? Je ne dirai jamais trop, monsieur l'Orateur que nous risquons de perdre pour toujours ces deux grandes équipes formées d'ingénieurs recrutés partout au Canada car le consortium Alsands et la société Imperial Oil, qui attendent le feu vert à Cold Lake, ne sont plus en mesure d'entretenir ces équipes. Le gouvernement a reconnu ce fait lorsque les responsables du projet Imperial à Cold Lake l'ont prévenu qu'ils n'étaient plus en mesure de conserver cette équipe et de mettre le projet en œuvre comme prévu à moins qu'il ne s'engage à maintenir l'équipe au coût de 40 millions de dollars. Le gouvernement s'est rendu à cette demande et s'est engagé à fournir ces fonds que la société Imperial Oil remboursera si son usine commence ses opérations à Cold Lake. Le délai a été fixé au 1^{er} juin. Si